En Jeu. Histoire et mémoires vivantes

N° 4 | 2014
Fin des camps. Libérations des déportés

Regards croisés sur la fin des camps nationaux-socialistes

Michel FABRÉGUET *Enseignant-Chercheur*
UMR 7367 DynamE
Sciences Po, Paris

Édition électronique :
URL :
https://en-jeu.numerev.com/articles/revue-4/841-regards-croises-sur-la-fin-des-camps-nationaux-socialistes
DOI : numerev_1472
Date de publication : 05/12/2014

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : FABRÉGUET, M. (2014) Regards croisés sur la fin des camps nationaux-socialistes. *En Jeu. Histoire et mémoires vivantes*, (4). https://doi.org/10.34745/numerev_1472

Mots-clés :

La « libération » des camps de concentration et des centres de mise à mort nazis constitua le dernier chapitre multiforme de cette histoire, d'autant plus difficile à définir qu'il engloba, au cours de la dernière année de la guerre, les « évacuations » des camps par les autorités nazies, qui dégénérèrent en « marches de la mort » durant les quatre derniers mois du conflit mondial. Ces événements, qui tendirent progressivement à abolir les frontières entre le processus génocidaire proprement dit et le phénomène concentrationnaire, restèrent d'autant plus difficiles à appréhender qu'ils ne suscitèrent pas, initialement, un intérêt particulier chez les premiers historiens de la Solution finale et du système concentrationnaire, comme Reitlinger, Hilberg ou Friedländer. Faute d'une véritable prise en considération de la spécificité de ces événements, ces auteurs eurent en effet tendance à se contenter de les insérer dans l'histoire globale de l'écroulement du III^{e} Reich, dans l'histoire de la société de l'effondrement, et cautionnèrent ainsi, un peu trop rapidement, les analyses fournies pendant la guerre par les services secrets alliés. Celles-ci s'apparentaient déjà à une approche que l'on pourrait qualifier par anticipation de structuraliste : l'envol de la mortalité, qui devait entraîner la disparition d'au moins un tiers des quelque 700 000 détenus recensés dans les KZ[1] au début du mois de janvier 1945, et les actes meurtriers, qui se multiplièrent au cours des derniers mois à l'intérieur des camps comme dans les convois d'évacuation, devaient être rapportés au chaos général dans lequel sombra le III^{e} Reich : la paralysie progressive de l'appareil policier de répression, la rupture des chaînes de commandement, en attendant la fuite ou la disparition des plus hauts responsables, les difficultés croissantes du ravitaillement sur fond de paralysie des transports, ou encore l'entassement des détenus dans des camps surpeuplés, favorable au développement des épidémies au sein d'une population concentrationnaire affaiblie par des privations de toutes sortes. Mais il apparaît aujourd'hui que, même si ces facteurs constituèrent effectivement le décor du drame final, ils n'en demeurent pas moins un peu trop insuffisants et sommaires pour appréhender de manière plus approfondie la connaissance de ces événements, qui eurent leur propre cohérence, non réductible au simple effet de l'effondrement du régime nazi. Ce dernier chapitre s'inscrivit à part entière tant dans l'histoire du génocide des juifs que dans celle du système concentrationnaire, il permet de dévoiler aussi l'état de la société allemande au terme de douze années de dictature et de propagande nazies, et il présente, par conséquent, des implications quant à la compréhension de l'histoire du nazisme et de la mémoire des camps. Les cinq articles réunis dans ce dossier témoignent ainsi de ce

renouvellement historiographique, dans trois directions distinctes et complémentaires : l'approfondissement de la connaissance des marches de la mort, la mise en évidence des processus fort complexes de la « libération » des KZ de l'*Altreich* et de l'Autriche au printemps 1945 à travers une comparaison des destinées dissemblables des réseaux concentrationnaires de Neuengamme et de Mauthausen, et la sortie de l'univers concentrationnaire caractérisée, entre autres, par les tensions contradictoires entre les nécessités de l'oubli et du témoignage.

L'important article de Daniel Blatman, spécialement traduit en langue française pour ce dossier, apporte un éclairage très neuf sur les évacuations et les marches de la mort, longtemps documentées exclusivement par les seuls tribunaux mais par trop négligées par l'historiographie. Au niveau du processus décisionnaire, c'est l'ordre d'Himmler du 17 juin 1944 qui attribua aux chefs supérieurs de la police et de la SS *(HSSPF)* les pleins pouvoirs sur les KZ en cas d'approche des armées alliées. Les premières évacuations se déroulèrent donc, à l'est comme à l'ouest de la zone de domination allemande en Europe, à l'été et à l'automne 1944, y compris à Auschwitz déjà partiellement évacué au début du mois de janvier 1945. Au printemps 1945, l'ordre d'Himmler du 17 juin 1944 restait encore valable lorsque les Alliés atteignirent le cœur de l'*Altreich*, mais les chaînes de commandement semblèrent alors se brouiller : d'une part les commandants des différents camps étaient assez peu désireux de prendre des initiatives, et d'autre part les détenus représentaient désormais un atout entre les mains du RFSS Himmler dans ses vaines tentatives de négociations avec les Occidentaux, par l'intermédiaire du chef de la Croix-Rouge suédoise, le comte Folke Bernadotte. Le sort des concentrationnaires devint alors tributaire des méandres sinueux et tortueux de la politique personnelle d'Himmler. Mais la conclusion de Daniel Blatman reste à ce propos tout à fait explicite : aucun ordre visant à l'exécution des détenus dans les KZ, dans l'éventualité où ceux-ci ne pourraient être évacués, ne fut donné. En fait, comme d'autres études l'ont montré[2], les chaînes de commandement au sein de l'appareil répressif policier au cours des derniers mois de la guerre se caractérisèrent par un double processus de décentralisation et de délégation des pouvoirs, ce que les évacuations et les marches de la mort vinrent parfaitement illustrer. Tout au bout du processus de délégation de l'autorité, le sort des concentrationnaires dans les marches de la mort en vint à dépendre des simples gardiens, parmi lesquels de nombreux civils trop âgés pour être mobilisés sous les drapeaux qui, dans le chaos des évacuations, se retrouvèrent aussi abandonnés à leur sort que les détenus dont ils avaient la charge. Mais les actes criminels qui se multiplièrent alors ne furent pas la seule conséquence de la panique générale et de la volonté des gardiens de se débarrasser de prisonniers devenus encombrants à l'approche des armées alliées : ils traduisirent aussi un véritable consensus idéologique au sein d'une population civile façonnée par la propagande d'un régime qui lui avait appris à voir dans ces prisonniers, qui n'étaient plus considérés comme des êtres humains, un groupe de meurtriers particulièrement menaçants, violents et dangereux. Le fanatisme idéologique des gardiens rejoignait ainsi le calcul plus opportuniste consistant à ne pas tomber vivant entre les mains de l'ennemi. Les convois d'évacuation et les marches de la mort témoignèrent ainsi du débordement

de la violence au sein de la société allemande dans la dernière période de la guerre, au terme de douze années de dictature : les meurtriers en uniforme étaient rejoints par des meurtriers en civil, les uns et les autres n'avaient plus de mal à s'entendre, alors que la particularité ethnique ou raciale de leurs victimes tendait à s'estomper à leurs yeux, même si les juifs restaient plus particulièrement exposés.

Detlef Garbe analyse pour sa part l'évacuation du réseau concentrationnaire de Neuengamme, qui dura six semaines de la fin du mois de mars au début du mois de mai 1945. On comprend bien à le lire quelle fut la complexité multiforme de cette opération : l'évacuation progressive des camps annexes du réseau au fur et à mesure de la progression des Anglo-Saxons entre le Rhin et l'Elbe, le regroupement de ces détenus évacués dans le camp central puis dans des camps de rassemblement, qui étaient en fait de véritables mouroirs à l'image de Bergen-Belsen, le regroupement à Neuengamme puis la libération anticipée des détenus scandinaves en provenance de tout le système concentrationnaire, à la suite des tractations entre Himmler et le comte Bernadotte, l'exécution par les SS de détenus politiques que les autorités nazies n'entendaient pas laisser survivre à leur propre disparition et, pour finir, l'évacuation du camp central de Neuengamme, le seul camp central de l'*Altreich* qui fut entièrement évacué avant l'arrivée des Alliés[3]. Ses occupants furent ensuite transférés dans le port de Lübeck, puis embarqués sur des navires à bord desquels la plupart devaient périr au terme de cette pitoyable odyssée, à la suite du bombardement du « Cap Arcona » et du « Thielbek » par la Royal Air Force le 3 mai 1945. L'exemple de Neuengamme, qui n'est d'ailleurs nullement unique en son genre, prouve combien la frontière entre la vie et la mort, l'extermination et la libération fut mince au sein de la société concentrationnaire dans les dernières semaines de la guerre, au moment où les libérations anticipées de détenus coexistaient avec les massacres d'autres internés. À Hambourg, sous l'influence d'Albert Speer et des responsables de l'industrie, le *HSSPF* Nordsee et le *Gauleiter* Kaufmann décidèrent de remettre la ville aux Anglais sans combattre. Les patrons de l'industrie étaient désormais avant tout désireux de se débarrasser des détenus, dont ils avaient jusqu'alors exploité la force de travail : leur responsabilité dans la tragédie finale du « Cap Arcona » et du « Thielbek » reste donc entière.

À la différence du réseau concentrationnaire de Neuengamme, celui de Mauthausen ne fut qu'en partie évacué, dans le cas des camps annexes de l'agglomération viennoise et du Bas-Danube. Les camps du Haut-Danube, principalement le triangle Mauthausen-Gusen-Ebensee, restèrent occupés jusqu'à l'arrivée des détachements de la 3^{e} armée américaine les 5 et 6 mai 1945. On peut donc parler à ce propos d'une véritable libération de la population concentrationnaire, nullement exempte au demeurant, comme dans les autres KZ, d'un envol de la mortalité et d'une multiplication des assassinats de détenus, à l'intérieur du camp central comme dans les convois d'évacuation des détenus des camps annexes du Bas-Danube. Peter Kuon, romaniste à l'université de Salzbourg et spécialiste reconnu de l'étude des témoignages sur la déportation politique[4], s'est intéressé pour sa part à la représentation de la libération du camp central de Mauthausen dans les écrits des survivants français. Par suite des libérations anticipées de détenus français et occidentaux par la Croix-Rouge dans les

derniers jours du mois d'avril 1945, ne restaient plus alors au camp central que des survivants malades ou trop faibles pour jouer un rôle actif à la libération : les Français libérés n'avaient donc pas une histoire très glorieuse à raconter. Mais dans le corpus des vingt-six témoignages écrits qu'il a pu analyser, Peter Kuon a constaté que l'épisode de la libération du camp est évoqué aussi bien par les témoins directs de l'événement que par des détenus qui avaient été évacués à la fin du mois d'avril 1945. Or, ces derniers, en particulier l'écrivain communiste Pierre Daix dans *La Dernière Forteresse* (1950), et l'historien Michel de Boüard dans un article pionnier sur Mauthausen de 1954, ont contribué à la construction d'un récit mythique, dont la pierre angulaire est constituée par la relation d'une véritable bataille entre l'appareil militaire international des détenus du camp, sous l'autorité du comité international, et les SS qui auraient tenté de revenir en force dans le camp central dans la nuit du 5 au 6 mai 1945. Le récit romancé de Pierre Daix porte en particulier les stigmates de la Guerre froide en mettant unilatéralement en valeur l'action du comité international, dominé par les communistes, et en critiquant injustement les Américains, rendus seuls responsables de la pagaille et de la catastrophe humanitaire. En fait, comme le montre Peter Kuon, c'est le souci de faire sens qui a conduit Pierre Daix et Michel de Boüard à produire un récit mythique à prétention collective, alors que dire l'impuissance du « je », qui fut la réalité que connurent la plupart des rescapés du collectif français au moment de la libération du camp, reste une entreprise beaucoup plus délicate. Si les détenus des camps du Haut-Danube firent donc l'expérience d'une véritable libération, qui ne signifia d'ailleurs pourtant pas pour eux le retour immédiat de la liberté et la fin de la catastrophe humanitaire, les détenus du camp annexe de Melk connurent au contraire les affres de l'évacuation, en cinq convois qui partirent du 11 au 15 avril 1945 à destination du camp central de Mauthausen et du camp annexe d'Ebensee. Alexander Prenninger est revenu sur les événements traumatisants qui marquèrent la mémoire des rescapés. Il y eut au départ des rumeurs d'assassinats par gaz des détenus, dans les galeries souterraines du projet Quarz. Puis l'espoir de la survie revint. Il apparaît en définitive que le choix des moyens de transport fut déterminant : les convois en train ou en péniche, pour remonter le cours du fleuve jusqu'au Haut-Danube, ont en effet laissé des souvenirs beaucoup moins forts que les marches forcées, associées à l'expérience des tentatives de fuite, des exécutions sommaires, de la faim, de la soif et du froid. L'arrivée à Ebensee fut à la source de nouvelles désillusions. Pour beaucoup d'anciens de Melk, qui avaient déjà derrière eux une longue expérience concentrationnaire, ce nouveau lieu leur apparaissait pire que tous les précédents. Des actes de cannibalisme y furent attestés. L'envol de la mortalité, à partir du mois d'avril 1945, transforma Ebensee en un véritable mouroir, dans lequel l'arrivée des Américains, le 6 mai, ne devait pas mettre immédiatement un terme à la catastrophe humanitaire.

Mais la libération de camps signifia aussi le retour des rescapés à une existence « normale ». À la suite de la publication de leur ouvrage[5], Éric Monnier et Brigitte Exchaquet-Monnier se sont intéressés au sort d'un groupe de rescapées françaises, qui, à l'initiative de l'ADIR[6], furent accueillies en Suisse dans les années 1945-1947 pour des séjours de convalescence. Notons au passage que cette situation présente un caractère assez exceptionnel car nombre de rescapés ne bénéficièrent pas de tels soins

à leur retour des camps. La hiérarchie qui structurait le groupe des Françaises était alors tributaire de l'hégémonie des déportées résistantes : les résistantes étaient alors assimilées à des héroïnes, à un moindre degré que les hommes cependant. Lorsque la censure fut définitivement levée en Suisse, à la mi-juin 1945, la presse, ou plus exactement des femmes journalistes s'intéressèrent aux anciennes détenues françaises présentes sur leur territoire. Celles-ci se retrouvaient alors tiraillées entre les exigences contradictoires de l'oubli et du témoignage. Il existait dans le public un véritable besoin de savoir, doublé d'une volonté de lutter contre l'oubli, qui risquait de nourrir le ventre encore fécond… Nombre des rescapées françaises choisirent cependant de garder le silence, souvent par modestie, en considération du caractère à leurs yeux subalterne des tâches accomplies au service de l'armée des ombres. Certaines sortirent de leur silence dans les années 1980, face à la menace négationniste.

Nous espérons qu'au terme de la lecture de ce dossier le lecteur averti prendra bien conscience de la complexité du processus douloureux de la « libération » des camps de concentration et de centres de mise à mort nazis. De multiples champs disciplinaires apportent en permanence des éclairages renouvelés, qui permettent d'approfondir la connaissance de ce domaine de recherches toujours fécond en ce 70e anniversaire.

---

[1] KZ : *Konzentrationslager* (camp de concentration).

[2] Voir Elisabeth Thalhofer, *Entgrenzung der Gewalt. Gestapo-Lager in der Endphase des Dritten Reiches,* Pader-born, Munich, Vienne, Zurich, Ferdinand Schöningh, 2010.

[3] Cette évacuation, avant l'arrivée des forces britanniques, permit aux SS de faire disparaître une grande partie des traces de leurs crimes à l'intérieur du camp central. Elle n'est donc pas restée sans conséquences sur le manque de visibilité ultérieur de Neuengamme dans la mémoire concentrationnaire.

[4] Peter Kuon, *L'Écriture des revenants. Lecture de témoignages de la déportation politique,* Paris, Kimé, 2013.

[5] Éric Monnier, Brigitte Exchaquet-Monnier, *Retour à la vie : l'accueil en Suisse romande d'anciennes déportées françaises de la Résistance, 1945-1947,* Neuchâtel, Alphil, 2013.

[6] ADIR : Association nationale des anciennes déportées et internées de la Résistance.